

Une société minée par la pauvreté et la prévarication

Duel d'hommes d'affaires à Madagascar

Le Monde Diplomatique mars 2009

Le maire destitué d'Antananarivo Andry Rajoelina et le président malgache Marc Ravalomanana se sont rencontrés pour la première fois le 21 février après deux mois d'un conflit politique majeur qui a fait plus d'une centaine de morts. Mais les négociations ont été rompues dès le 26 février. M. Rajoelina conteste la légitimité du chef de l'Etat, accusé d'autoritarisme et de prévarication. Il réclame sa démission. Si les opposants dénoncent l'aggravation de la crise sociale, leurs motivations réelles se révèlent plus ambiguës.

Par Rémi Carayol, Journaliste

Bienvenue à « *Tikoland* », le pays où tout s'achète. C'est ainsi que les opposants surnomment Madagascar, en référence à Tiko, la société dirigée par le président Marc Ravalomanana. « *Il gère le pays comme son entreprise. Il perçoit ses concitoyens comme ses employés. Mais moi, je ne veux pas être le larbin de Tiko !* » s'exclame Mme Gisèle Rabesahala, présidente de l'association *Fifanampiana Malagasy* (Comité de solidarité de Madagascar), fondée il y a près de soixante ans pour soutenir les victimes de la répression coloniale.

Depuis deux mois, le régime vacille. Début janvier, le jeune (34 ans) maire d'Antananarivo Andry Rajoelina a pris la tête d'un mouvement d'insurrection hétéroclite. Au moins cent onze personnes ont péri les 26 et 27 janvier, brûlées vives lors du pillage de magasins ; et entre vingt-huit (selon le gouvernement) et cinquante (selon la Croix-Rouge) ont été tuées le 7 février par la garde présidentielle alors que les partisans de M. Rajoelina tentaient d'investir le palais présidentiel d'Ambohitsorohitra.

Il est loin, le temps où M. Ravalomanana, soutenu par les puissantes Eglises malgaches et adoubé par les institutions financières internationales, rassemblait plusieurs centaines de milliers de partisans dans les rues de la capitale (1). Sa prise de pouvoir en 2002, entachée d'irrégularités mais légitimée par le soutien populaire, avait suscité l'espoir après les vingt-sept ans de présidence de M. Didier Ratsiraka (2). Mais celui qui avait promis à chaque foyer « *une 4L et un frigo* » a échoué. Quand les salaires augmentent de 10 % par an, l'inflation atteint 25 %. Plus de 70 % des Malgaches vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Jeunes investisseurs dans le vent

L'OPPOSITION au régime Ravalomanana regroupe des habitants des « *bas quartiers* », de jeunes étudiants issus de la classe moyenne mais aussi des patrons qui dénoncent l'emprise grandissante du groupe Tiko. Ces chefs d'entreprise portent financièrement le mouvement, soutenu également par ceux que l'on appelle « *les dinosaures* », parce qu'ils se trouvent dans les cercles du pouvoir depuis des décennies.

M. Rajoelina est, lui aussi, un entrepreneur. Il a débuté en tant qu'organisateur de soirées dansantes. Créateur de la première société d'impression numérique du pays, il possède également la chaîne de télévision et station de radio Viva. C'est d'ailleurs la fermeture de Télé Viva, le 17 décembre 2008, à la suite de la diffusion d'un discours de l'ancien président Ratsiraka, en exil en France, qualifié de « *subversif* » par le gouvernement, qui a mis le feu aux poudres. « *C'est une chaîne « de merde », disons-le clairement, mais on ne pouvait pas accepter une telle censure* », affirme sans détour un partisan du maire d'Antananarivo (lire l'encadré). Directrice marketing de la Savonnerie tropicale et secrétaire générale du Conseil national économique et social (Conecs), l'une des organisations patronales malgaches, Mme Nadine Ramarason soutient M. Rajoelina. « *Ravalomanana est un désastre pour le pays. Il a accentué les inégalités et a fait de l'argent son unique but* », estime-t-elle. « *C'est un diable !* »

Mais, sous le vernis d'un discours très social, Mme Ramarason, qui ne sort jamais sans son garde du corps et se promène dans une énorme 4 x 4, cache difficilement ses vraies motivations. En ouvrant les frontières et en faisant du pied aux investisseurs étrangers, l'ultra-libéral Ravalomanana a réduit comme peau de chagrin le poids des entreprises locales. « *Abandonner une économie postcoloniale basée sur les monopoles et les produits de rente... certaines des grandes familles qui avaient fait leur fortune ces quarante dernières années ne le lui pardonnent pas* », estime M. Ny Rado Rafalimanana, président du groupe Axis,

une société de négoce international. Egalement président d'un groupe de jeunes investisseurs malgaches dans le vent, cet homme de 30 ans reçoit dans ses locaux flambant neufs situés en plein coeur de la capitale. Multipliant les contrôles fiscaux, le président a usé de la voie légale pour démanteler un certain nombre de sociétés habituées à passer outre aux règles. Problème : il semble lui-même avoir bénéficié de certaines largesses. Un jour - un seul -, alors qu'une énorme cargaison « *Tiko* » accoste au port de Toamasina (Tamatave), il fait baisser le taux de change... Le lendemain, le cours habituel est rétabli. Un autre jour, il décide la baisse des taxes sur l'huile, dont il est le premier importateur - le Fonds monétaire international (FMI) lui a d'ailleurs récemment demandé des explications à ce sujet, de même qu'à propos d'un Boeing acheté 60 millions de dollars (47 millions d'euros) pour remplacer le vieil avion présidentiel. « *Quand il s'est mis à importer du savon, il a également baissé les taxes sur le savon. Aujourd'hui, le savon importé coûte moins cher que le savon produit localement* », dénonce, directement concernée, Mme Ramaroson. L'opposition évoque - sans apporter de preuve écrite - un manque à gagner de 60 milliards d'ariarys (24 millions d'euros) du fait des exonérations fiscales dont auraient bénéficié les sociétés du président entre 2005 et 2008. Car, en une décennie, la société Tiko est devenu un conglomérat touche-à-tout: produits laitiers, importation, grande distribution, bâtiment, hôtellerie, médias, pierres précieuses...

Dans le milieu des années 1990 est créée à Antsirabe, dans le sud d'Antananarivo, une ferme d'élevage d'autruches, Madagascar Autruche SARL. L'affaire tourne bien jusqu'au moment où le président s'intéresse au terrain occupé par cette société. Malgré un bail emphytéotique signé en 1995, l'Etat entame des démarches pour l'exproprier dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique. Officiellement, il s'agit d'y construire un centre pour les foires internationales, une vitrine de la nouvelle politique agricole du pays. Madagascar Autruche SARL est délogé manu militari, mais le centre ne verra jamais le jour. « *Aujourd'hui, on y trouve des champs de maïs servant à nourrir les vaches laitières de Tiko* », indique M. Johary Ravaloson, directeur d'un cabinet juridique international qui a travaillé sur l'affaire ; il rappelle qu'à l'origine un autre lieu, plus au nord, avait été choisi pour accueillir ce centre, mais avait finalement été racheté, après expropriation..., par Tiko. Une étable l'occupe aujourd'hui.

Iankorondrano Andramaheri, l'un des « *bas quartiers* » d'Antananarivo. Les plus chanceux de ses habitants travaillent dans les zones franches pour un salaire mensuel de 50 000 ariarys (20 euros), quand le sac de 50 kilos de riz coûte 14 euros. Les autres vivent du secteur informel : vendeurs de fruits et légumes, travailleurs journaliers, tireurs de charrette... « *Ici, on ne mange pas trois fois par jour, comme les autres Malgaches, mais une, parfois pas du tout* », indique M. Joseph Rakotondrasoa, président d'une association d'entraide. La plupart des enfants ne vont pas à l'école. Trop cher ! Vingt pour cent seulement arrivent jusqu'au baccalauréat. Régulièrement, au gré des projets industriels ou hôteliers, les habitants des « *bas quartiers* » se voient menacés d'expulsion. « *Récemment, le président a voulu les chasser sans contrepartie, mais le tribunal leur a donné raison* », raconte Mme Harimizah Rakotoarimanana, une assistance sociale qui oeuvre dans ces zones défavorisées. M. Ravalomanana n'a pas pour autant abandonné son idée : il a lancé une nouvelle opération qui, sous couvert de mise aux normes des habitations proches du centre-ville, aboutira à leur destruction. C'est de ces quartiers que la plupart des pillards décédés fin janvier provenaient. De là aussi que sont issus tant les « *partisans* » de M. Ravalomanana que ceux de M. Rajoelina, qui n'hésitent pas à payer cette chair à canon. « *Comment voulez-vous qu'ils n'arrivent pas à de telles extrémités ?* », interroge Mme Lucile Rabearimanana, professeure d'histoire contemporaine à l'université d'Antananarivo. Face aux cases en bois du bidonville, de l'autre côté du canal qui fait office de frontière avec la zone industrielle d'Ivandry, se dresse un immense immeuble de verre. A l'intérieur sont exposées des Porsche, des Mercedes...

De un à huit sous la 1ère République (1960-1972), la différence de salaire est passée à un contre cent actuellement ; 70 % des dépenses de la majorité des foyers sont affectées aux besoins élémentaires ; le reste sert à payer l'école, la santé... Dans ce contexte, les chiffres affichés par le gouvernement - une croissance de 5 % par an depuis 2003 - laissent songeur. Et le coût de ses grands travaux paraît indécent tant ils semblent ne profiter qu'au monde des affaires : 37 milliards d'ariarys pour l'aménagement du port de Toamasina et de la route menant à la capitale ; 22 milliards pour l'extension de l'aéroport d'Antananarivo ; 3,3 milliards d'investissement de la part d'un consortium international, Sherritt International Corporation, pour exploiter les mines de nickel et de cobalt d'Ambatovy (nord-est d'Antananarivo)...

Le « *réformisme* » du président touche aussi le monde rural. Depuis trois ans, il a lancé un vaste programme de modernisation de l'agriculture : la « *révolution verte* » doit aboutir à la multiplication par trois de la production alimentaire d'ici à 2012... « *Mais cela demandera du temps que l'ouverture des frontières ne nous offre pas* », explique M. Juscelyno Jaonina Mamitiana, directeur régional du développement rural de la région d'Atsinanana. Les paysans de la région en savent quelque chose. Certes, ils bénéficient de toute une série de programmes censés les aider à passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture de marché : Projet de Promotion des Revenus Ruraux (PPRR), Madagascar Action Plan (MAP), qui consiste à aider trente familles à s'installer et à recevoir une formation agricole, Projet de Soutien au Développement

Rural (PSDR). En 2005, le gouvernement a en outre voté une loi visant à permettre aux paysans d'obtenir des titres de propriété pour les terres qu'ils travaillent depuis plusieurs générations et que la tradition orale leur a attribuées. Il est toutefois difficile, pour un paysan qui ne dispose pas de 1 euro par jour pour manger, de sortir les 50 000 ariarys (20 euros) nécessaires à l'instruction du dossier, auxquels s'ajoutent les frais de déplacement des inspecteurs chargés de vérifier les faits. Difficile... et incompréhensible. « *Pourquoi voulez-vous que je paye pour un terrain qui m'appartient !* », s'exclame un paysan. « *Mon père, mon grand-père l'ont travaillée, cette terre. Ils y ont été enterrés !* » Le mécontentement, dans la région d'Atsinanana, est d'autant plus sensible que le pouvoir n'a pas attendu longtemps avant de l'ouvrir aux investisseurs. L'année dernière, des entrepreneurs chinois ont engagé, avec l'autorisation du gouvernement, un programme expérimental afin de tripler la production de riz sur une zone de cent hectares. Les paysans pensaient qu'une partie de la production leur reviendrait. Les investisseurs comptent tout récupérer.

C'est également (entre autres) dans cette région que l'entreprise sud-coréenne Daewoo Logistics compte s'implanter (3). L'affaire a fait grand bruit en novembre 2008. Créée après la faillite du groupe Daewoo en 1999, cette société a fait de la mise en place de grands projets de développement des ressources naturelles sa spécialité. Une forme de « *néo-colonialisme* », qui consiste à cultiver dans un pays riche en terres, mais pauvre en devises, les produits dont ont besoin les habitants des pays pauvres en terres mais riches en devises: A Madagascar, les autorités estiment à seulement 8 % les terres arables effectivement cultivées. En mai 2008, la société sud-coréenne a donc entamé des démarches afin de louer à l'Etat malgache un million trois cent mille hectares pour produire de l'huile de palme et du maïs. L'accord était quasi signé quand le scandale a éclaté à la suite d'un article du *Financial Times* du 19 novembre 2008.

« **Personne n'est allé voir les paysans** »

Daewoo Logistics et le gouvernement malgache ont longtemps nié l'existence d'un quelconque accord. Le ministre de la réforme foncière, M. Marius Ratolojanahary, jure qu'il ne s'agit que de prospection. Pourtant, l'issue de ces études, coûteuses, ne fait guère de doute. « *Tout s'est fait dans l'opacité la plus totale* », affirme un diplomate en poste à Antananarivo qui souhaite conserver l'anonymat. « *Les Sud-coréens ont fait leurs propres études en embauchant des géomètres et des géographes. Ils ont survolé les régions concernées en hélicoptère. Mais personne n'est allé voir les paysans* ». Dans la région d'Atsinanana, cent mille hectares sont concernés, dont trente-trois mille dans le district de Toamasina II. Pourtant, ni M. Jaonina Mamitiana, directeur du développement rural local, ni M. Philibert Randriamaharitra, chef de district, n'ont été mis au courant. « *On ne sait rien de ce projet et on nous demande de le faire accepter par la population ! Moi, on m'a simplement présenté un plan et on m'a demandé de le signer* », dénonce ce dernier. Officiellement, les Sud-coréens tablent sur la création de quelque soixante-dix mille emplois dans l'ensemble du pays et sur la construction d'infrastructures sociales (hôpitaux, écoles). Les paysans, de leur côté, affirment qu'ils se battront jusqu'à la mort pour défendre leur terre - celle de leurs ancêtres.

A Antananarivo, le bras de fer continue entre MM. Ravalomanana et Rajoelina, chacun revendiquant la direction du pays. Si le maire de la capitale a un parcours semblable à celui du président, chacun espère qu'il mettra - s'il parvient au pouvoir - davantage de distances entre ses affaires personnelles et celles de l'Etat.

1) Lire Fanny Pigeaud, « *Madagascar entre le marché et le goupillon* », Le Monde diplomatique, mars 2006.

(2) Ces vingt-sept ans ont été entrecoupés par les trois ans du régime d'Albert Zafy, entre 1993 et 1996.

(3) Lire Peuples solidaires et Les Amis de la Terre, appel n° 326 du 14 février 2009 ; www.peuples-solidaires.org

Libertés menacées

MONSIEUR ANDRY RAJOELINA évoque la mise en place progressive d'une « *dictature* » pour justifier l'insurrection. Le mot ne reflète pas vraiment la réalité. La presse écrite est assez libre, de même que la parole. Pour autant, les attaques aux libertés fondamentales ont été nombreuses ces dernières années. Les journalistes disent s'autocensurer après une multitude de « *convocations* » dans les ministères ; l'audiovisuel est cadenassé. Seules deux chaînes de télévision diffusent sur tout le territoire : MBS, qui appartient au président, et la chaîne nationale.

En sept ans, le président Marc Ravalomanana a réduit à néant le débat politique. Réélu en 2006 après le boycott des élections par l'opposition, à la suite d'un imbroglio autour des bulletins de vote, le chef de l'Etat s'est fabriqué une réforme constitutionnelle sur mesure en 2007. Sous couvert de décentralisation, il nomme désormais tous les chefs de région et les déplace à sa guise. Une loi de janvier 2009 oblige les partis politiques à être présents sur l'ensemble du territoire pour pouvoir se présenter aux élections. Seules la formation présidentielle *Tiako'i Madagasikara* (TIM) et l'Alliance pour la rénovation de Madagascar (Arema), parti moribond de l'ex-président Didier Ratsiraka, répondent à ce critère.

« *Il n'y a quasiment plus aucune grève dans le pays, car qui fait grève se fait licencier en toute impunité* », dénonce M. Prosper Razanajatovo, secrétaire général de Syndicalisme et vie des sociétés (SVS), fort de quinze mille adhérents. Pourtant, « *les droits des salariés, et notamment des fonctionnaires, reculent sans cesse* ». Les zones de non-droit syndical que constituent les zones franches ont gagné l'ensemble du pays, estime-t-il. Comment en serait-il autrement puisque, « *dans sa propre entreprise, le président refuse que quiconque se syndique...* » ?